

Obésité et travail : un coût socio-économique de 9 Mds€ par an pour les patients, les pouvoirs publics et les employeurs

L'obésité, en augmentation depuis plusieurs années, a aussi des conséquences non-médicales avec différents coûts pour les patients et plus globalement pour la société, et notamment dans le monde du travail. Absentéisme, discrimination salariale, perte de revenus... Ces coûts totalisent 9 Mds€ par an pour les patients, les pouvoirs publics et les employeurs en 2024. Les données d'une étude sur les multiples effets de l'obésité sur le monde du travail réalisée par Asterès pour le compte de Novo Nordisk et avec le soutien de la Ligue contre l'obésité (LCO), le Collectif national des associations d'obèse (CNAO) et le think-tank, le Cercle de Réflexion et d'Analyse sur la protection sociale (CRAPS) attestent de l'importance d'une prise en compte globale de cette maladie.

Paris-La Défense, le 2 juillet 2025 – L'obésité est devenue une préoccupation croissante non seulement à titre individuel pour la santé de chacun, mais aussi pour la société avec des conséquences socio-économiques notamment dans le domaine du travail. L'étude « *Les effets de l'obésité sur le monde du travail : emploi, absentéisme & discrimination salariale* » propose ainsi un état de lieux en France. En se concentrant sur de robustes indicateurs tels que l'absentéisme, l'exclusion du marché du travail ou encore les discriminations de revenus, cette étude révèle qu'en 2024 l'obésité engendre 9 Mds€ de perte pour les patients, les pouvoirs publics et les employeurs.

« *Parce qu'elle touche toutes les générations et qu'elle reflète les inégalités sous toutes leurs formes, l'obésité en augmentation dans notre société dépasse le seul champ du médical. Cette étude doit servir de boussole pour répondre aux enjeux de sa prise en charge* » Fabien Brisard, Directeur Général du CRAPS.

Perte de production et absentéisme liés à l'obésité

Avec 7,2 millions de pathologies, traitements ou autres événements de santé et 68 000 décès attribuables à l'obésité en France chaque année, cette maladie a engendré près de 2 Mds€ de perte en 2024 pour les employeurs et l'Assurance Maladie en lien avec l'absentéisme, l'invalidité et les décès de personnes en âge de travailler.

Les dépenses d'indemnités socio-économiques pour les pathologies causées par l'obésité et versées par l'Assurance Maladie atteignent 820 M€ : 447 M€ par an d'indemnités journalières et 374 M€ par an de prestations d'invalidité. Par ailleurs, pour les employeurs, les pertes liées à la production représentent 1,0 Md€ par an. Ce coût se décompose en 607 M€ de pertes de production induites par les arrêts de travail (60%) et 407 M€ de pertes nettes de production induite par les décès (40%).

Exclusion et écarts de revenus : un fardeau économique pour les femmes

En 2024, ce sont **273 100 femmes qui sont sans emploi** à cause de leur situation d'obésité en France. Ces femmes exclues représentent 2,4% de l'ensemble de la population en âge de travailler qui est sans emploi. Ainsi, le **coût estimé de cette exclusion s'élève à 2,7 Mds€ de dépenses publiques par an et à 2,6 Mds€ de perte de revenu pour les femmes en situation d'obésité**. De plus, ces femmes ont un taux d'emploi inférieur de 7 points à la moyenne.

Concernant le revenu des femmes en situation d'obésité, en 2024, il existe un écart de **1,5 Md€ au total, soit 396 € net par personne et par an**. En effet, une baisse est observée lorsque l'IMC augmente, en l'occurrence 1 point d'IMC correspond à une baisse de revenu de 0,3%. Cet écart a également un coût pour les pouvoirs publics qui est estimé à 0,3 Md€.

Ainsi **au total, le coût lié à la discrimination salariale et l'exclusion des femmes en situation d'obésité s'élève en 2024 à 7,1 Mds€. Il pèse davantage sur ces femmes puisqu'estimé à 4,1 Mds€ contre 3 Mds€ pour les pouvoirs publics**.

« Ces chiffres édifiants appuient une réalité dénoncée depuis des années mais pas assez entendue : l'obésité pénalise les parcours professionnels, creuse les inégalités sociales, freine la mobilité sociale et mine la performance collective » explique Hanane Guillard-Meziane, Directrice Générale de la LCO.

« Derrière ces chiffres se cachent des rêves de carrière avortés, des talents écartés, une exclusion sociale à cause de la prédominance du jugement de l'apparence sur celui des compétences réelles. La grossophobie est une réalité silencieuse mais brutale, qui enferme, isole et détruit l'estime de soi. Il est temps de dire stop » ajoute Anne-Sophie Joly, Présidente du CNAO.

Obésité et travail : un coût socio-économique qui égale son coût médical

Le coût des conséquences de l'obésité sur le marché du travail estimé 8,9 Mds€ serait presque équivalent à son coût médical complet établit à 10,9 Mds€ dans une précédente étude menée par Asterès. Ainsi le coût médico-socio-économique de l'obésité représente 20 Mds€ pour les patients, les OCAM, les pouvoirs publics et les entreprises en 2024.

Avec une dynamique épidémiologique active de l'obésité, les effets de la maladie sur le monde du travail en 2030 atteindraient **10,0 Mds€ et celui du coût médico-socio-économique dépasserait les 23 Mds€ par an**.

« Ces données doivent contribuer à renforcer toute la mobilisation autour de l'obésité pour répondre aux défis que cette maladie pose que ce soit en termes de prévention et de prise en charge. Il est urgent d'agir tous ensemble ! » déclare Etienne Tichit, Directeur Général de Novo Nordisk France.

A propos de Novo Nordisk

Novo Nordisk est une entreprise de santé internationale de 1er plan, créée en 1923, détenue par une fondation et dont le siège social est situé au Danemark. Notre mission est d'impulser le changement pour vaincre le diabète et d'autres maladies chroniques graves telles que l'obésité ainsi que les troubles de la croissance et les pathologies hémorragiques rares (hémophilie, thrombasthénie de Glanzmann).

Novo Nordisk emploie plus de 77 300 personnes dans 80 pays et ses solutions de santé sont disponibles dans 170 pays. Plus de 380 collaborateurs travaillent pour la filiale française de Novo Nordisk dont le siège est situé à Paris - La Défense. Le site de Chartres est spécialisé dans la production de cartouches et de flacons d'insuline, dans l'assemblage et le conditionnement de stylos injecteurs préremplis ainsi que dans le conditionnement d'un médicament de la classe des analogues du GLP-1 (glucagon-like peptide-1) indiqué dans le diabète de type 2.

Avec environ 1 900 salariés, le site de production chartrain de Novo Nordisk est le 1er employeur privé en Eure

et Loir. Chaque jour, environ 10 millions de personnes diabétiques dans le monde bénéficient d'une solution de santé « Made in Chartres ».

Plus d'informations sur <https://www.novonordisk.fr/> – YouTube : @NovoNordiskFrance

A propos du CNAO

Le CNAO a été créé en 2003 par Anne-Sophie Joly. Il regroupe des associations de patients et est agréé par le ministère de la Santé, l'EASO et la CAF America. Il sert de lien entre les institutions, les associations en région et les patients. Le CNAO milite activement pour la reconnaissance par tous de l'obésité comme une maladie chronique et pour l'égalité, la pertinence des soins et des informations pour l'ensemble de la population souffrant d'obésité. Le collectif milite également pour un changement de regard sur l'obésité qui est une pathologie encore trop stigmatisée et pour la défense de la population.

A propos du CRAPS

Conçu dès sa création, il y a 16 ans, comme un lieu de rencontres, d'échanges, de réflexions et de propositions, le Cercle de Recherche et d'Analyse sur la Protection Sociale communément appelé CRAPS est par nature indépendant de toutes attaches politiques, philosophiques et religieuses. Il a pour vocation opérationnelle de réunir les membres de la société civile les plus représentatifs dans son domaine d'action, en favorisant les échanges sur ce qui est constitutif de notre pacte républicain à savoir, la Protection sociale. C'est donc un des rares lieux où la Protection sociale est appréhendée à travers toutes ses composantes : de l'Assurance Maladie à la Médecine de Ville en passant par l'Hôpital, la Famille, la Vieillesse, la Retraite, la Dépendance, le Handicap, l'Emploi, le Chômage, la Formation Professionnelle, les Jeunes ou encore le Logement Social, sans occulter bien sûr son Financement. Est-il besoin de souligner que cette quête serait vaine si elle n'était pas concomitante à sa conviction que seul le dialogue social est porteur de progrès, qu'il doit être permanent et qu'il convient donc de le renforcer.

A propos de la LCO

Depuis sa création en 2014 et possédant l'agrément Santé nationale depuis 2019, la LCO fait de la lutte contre l'obésité un enjeu majeur de son engagement humanitaire. Fort d'un réseau de 42 associations de patients adhérentes, la LCO développe et s'appuie sur un maillage territorial d'antennes départementales qui regroupe des intervenants nécessaires autour du surpoids et de l'obésité (soins et hors soins). Sollicitée dans la mise en œuvre des politiques régionales et nationales de santé, la LCO revendique une fibre militante en faveur de la reconnaissance de l'obésité comme une maladie à part entière par les décideurs publics. La LCO, c'est aussi plusieurs actions : une ligne d'écoute, un organisme de formations pluridisciplinaires, des centres de Santé médicaux Obésanté spécialisés dans la prise en charge du surpoids et l'obésité.

Contact

Novo Nordisk France

Diane Rabuat

06 13 03 22 25

dwra@novonordisk.com

Références

Etude économique « Les effets de l'obésité sur le monde du travail : emploi, absentéisme & discrimination salariale », Asterès, juin 2025, <https://asteres.fr/etude/obesite-emploi-cout-societal-france/>

Etude économique « L'obésité en France : un coût de 12,7 Mds€ en 2024 et potentiellement 15,4 Mds€ en 2030 », Asterès, novembre 2024, <https://asteres.fr/site/wp-content/uploads/2024/11/ASTERES-NOVO-NORDISK-Cout-de-lobesite-en-2024-15112024.pdf>